

Ilario Rossi.

Le monde bouge. Qu'en est-il de la famille ?

Le processus de mondialisation, la révolution technologique, la globalisation économique, l'accélération de l'urbanisation ou encore le phénomène des migrations généralisées sont autant des facteurs qui participent à la transformation des sociétés contemporaines, ici et ailleurs. Nous sommes actuellement les témoins aussi bien que les acteurs d'une nouvelle dynamique d'interactions entre les hommes et les sociétés, qui se traduit par une circulation de plus en plus intense des expériences et des connaissances au niveau de la planète et par une transformation des mentalités importante. Tout ceci s'accompagne d'un changement de référence considérable : ainsi s'affirme une société multiculturelle aux sens et aux valeurs pluriels, marquée par une mobilité mais aussi par une précarité croissantes et des clivages économiques et sociaux toujours plus accusés, nécessitant dès lors la reformulation de nos identités individuelles et collectives, ce pour tout un chacun, femmes et hommes, autochtones et migrants. Dans ce contexte, la famille se révèle tout particulièrement perméable aux mutations, entraînant interrogations et innovations qui donnent lieu à des réflexions renouvelées pour la pratique de la pédiatrie.

D'un point de vue propre aux sciences sociales et humaines, le renouvellement des connaissances est lié à l'adaptation continue des individus à l'évolution des modes de vie imposés par le fonctionnement de notre société – notamment les modifications du rapport au temps et à l'espace, l'explosion du recours aux outils technologiques, l'impératif de performance, la compétition professionnelle, la rupture du contrat social, la désagrégation des réseaux collectifs de solidarité, l'exclusion et la marginalisation, les concentrations urbaines, la pollution, etc. – et met en relief l'émergence des maladies dites "de civilisation", lesquelles sont souvent l'effet d'un rapport tendu et conflictuel entre individu, famille et milieu social. Ce qui revient à considérer la relation de réciprocité qui existe entre les liens familiaux et sociaux d'un individu, voire d'un enfant, et les processus pathologiques.

En même temps, les professionnels de la santé sont confrontés à une nouvelle "conscience sanitaire", qui émerge d'une partie de la population qui porte une attention croissante à son bien être ; elle se traduit par la certitude au droit de la

santé. S'en suit un certain galvaudage du concept de santé, élevé au rang d'idéal suprême, de morale unanime dans une société par ailleurs déchirée à tous égards quant à ses conceptions de l'existence. Devenue valeur de référence, synonyme aussi bien de réussite personnelle et sociale que de performance thérapeutique, la santé dessine un espace de définition où convergent les compétences professionnelles, les stratégies publiques et les trajectoires individuelles et familiales. Elle se profile de plus en plus comme un champ social, à la fois autonome et diversifié, dans lequel s'imbriquent préventif et curatif, science et morale, économique et humanitaire, droit et charité, public et privé, relations entre le même et l'autre. D'où l'intérêt que lui portent tant de citoyens et des familles, faisant de ce domaine spécifique une de leurs préoccupations majeures.

Comment documenter et mettre en perspective ces transformations, et quels en sont les enjeux pour la famille? Tout d'abord par des constats issus d'enquêtes quantifiées. Les taux de divorces se sont mis à grimper (1 mariage sur 3), tandis que le taux des naissances est inversement proportionnel (diminution d'1/3); le nombre de familles monoparentales augmentent tout comme le nombre des familles recomposées, sans oublier que les rôles et les relations entre femmes et hommes se sont modifiés en profondeur, preuve en est, par exemple, la fréquence de l'activité professionnelle des femmes mariées. En découle une transformation des pratiques familiales, des liens sociaux qui les caractérisent, et des mentalités. A ce propos, les transformations contemporaines accompagnent un mouvement plus que séculaire : la tendance à la privatisation des mentalités familiales, où la formation du couple, la gestion du quotidien, son éventuelle dissolution ne doivent dépendre que des sujets qui la forment, ce qui revient à constater que dans chaque famille la priorité est de négocier les droits et les obligations respectives. La communication devient ainsi une valeur centrale et les institutions doivent être au service des personnes et non l'inverse. Ces mutations sauvegardent néanmoins l'importance des fonctions traditionnelles de la famille, sécurité, intimité, socialisation. Ce qui signifie que si la famille se renouvelle et s'adapte à des nouvelles réalités, elle n'est pourtant pas sujet de transformations radicales. En ce sens, elle reste toujours le lieu central de la construction identitaire et la clé du processus qui permet la « révélation de soi » par le biais des liens sociaux.

Cela signifie-t-il que la famille d'antan a disparue ? Que le rôle des générations est effacé ? Que l'amour filial est fini ? Certainement pas. Au début du XXIème siècle, la famille cesse sans aucun doute d'être patrimoniale, mais elle est plus que jamais affective ; les liens intergénérationnelles et la longévité favorisent encore plus le développement des sentiment familiaux. Les relations vont être durables, les enfants mis au monde moins nombreux, toujours plus chéris, et des objets-sujets d'un investissement affectif considérable de la part des parents et des grands parents. Mais n'oublions pas non plus que dans nos sociétés le statut de l'enfant est particulièrement ambivalent. D'une part, il est reconnu comme un sujet de droits mais d'autre part, il est soumis de plus en plus tôt à des attentes très importantes de la part des institutions sociales, comme l'école et même la famille. Il est également soumis aux stratégies de l'économie marchande, à la publicité et à l'industrie ; bref, un enfant « roi » qui est aussi un enfant « proie ».

Les relations familiales ont plus que jamais un rôle essentiel, l' « esprit » de famille perdure et démontre que cette façon d'être ensemble conforte les liens et les continuités tout en ménageant, mieux que le passé, l'autonomie de chacun. Mais l'autonomie de ses membres, la réussite du projet familial sont largement dépendantes des conditions sociales : statuts professionnels et rétributions financières, logement et école, sécurité sociale et temps libre. Ce qui nous renvoie à la mise en perspective de la solidarité familiale avec les politiques publiques.

Dans ce contexte, la famille ne va pas de soi, elle exige un travail incessant de réaménagement:. Il faut en permanence trouver les bon réglages, ajuster les cultures familiales qui entrent en confrontation, construire des projets communs tout en valorisant les projets individuels. Et face à ces défis, les ressources et les potentialités familiales et individuelles ne sont ni homogènes ni égalitaires...

Quelques références :

- Attias_Donfuts C., Lapierre N., Segalen M., 2002, *Le nouvel esprit de la famille*. Paris , Odile Jacob
- Gottraux M., ModaK M., 1999, La famille surchargée de sollicitations ?, in Les politiques familiales, Depland/Fragnière (Eds), EESP, pp. :85-98

- Kellerhals J., 1999, Les familles de A à Z (Enregistrement sonore. 2 disques compacts, Lausanne, RSR
- Kellerhals J., Troutot P.-Y., Lazega E., 1997, *Microsociologie de la famille*. Paris , PUF
- Widmer E., Kellerhals J., Levy R., 2003, *Couples contemporaines. Cohésion, régulation et conflits*. Zürich, SEISMO